Opinion - Un Piñera 2.0 sauverait-il le pays ?

CHILI - Piñera, *Messias chilensis* ?

Ernesto Carmona

jeudi 4 mai 2017, mis en ligne par Françoise Couëdel

29 mars 2017.

Tandis que des partis politiques traditionnels et des politiciens professionnels de divers acabit, s'enlisent, sans avenir possible, dans le profond marécage de la corruption, la droite et un secteur de l'entreprenariat ont lancé, sur le marché politique conventionnel limité, le nouveau produit Piñera 2.0 comme offre présidentielle, un *Messias chilensis* supposé être indépendant et à égale distance des formations de droite qui l'ont plébiscité avec grand enthousiasme.

Pillons, pillons, car le monde est en perdition

Tandis que la corruption au Chili gangrène tout, y compris Piñera, elle fait plonger aussi de grands chefs d'entreprises et des politiques qui semblaient jusque-là respectables (le cas Penta, le Groupe Angelini, SQM, du gendre de Pinochet) ; leurs délits, entre autres, le financement illégal des campagnes : ce qui semblait être « des frais légitimes » a permis de frauder le fisc qui, en dernier recours, a été le grand financeur grâce à l'argent des contribuables.

En d'autres temps les supposés « sauveurs » furent les militaires, mais ils ont tellement volé et de façon si éhontée, en particulier les fonds de la loi réservée du cuivre, que désormais ils ne font plus peur à personne. Des généraux et d'autres officiers supérieurs de différents corps d'arme sont jugés pour vols et corruption dans le cas du *Milicogate*. L'investigation en cours, diligentée par le Ministère public, à ce jour estime déjà le vol à 8,5 millions de dollars. La création de postes de carabiniers pour garantir « l'ordre public », s'est révélée être une machine montée par des officiers supérieurs pour que les 300 personnes impliquées volent 38 millions de dollars à l'État, sur des fonds destinés à leurs rémunérations, selon les données de l'enquête en cours menée par le Ministère public, la seule institution actuellement fiable de l'État chilien.

Le secteur privé opère aussi un pillage à grande échelle. Des millions de personnes ont défilé dans tout le pays, le dimanche 26 mars, pour exiger la fin du système privé des retraites (AFP) qui utilise les contributions des travailleurs pour spéculer et qui, au final, paie des pensions de retraite dont les plus élevées n'atteignent que 30% du salaire. Ce vol légal finance la« réussite du modèle chilien », raison pour laquelle certains ne veulent pas le changer, et son montant dépasse les 1milliard 500 millions de dollars, grâce aux 10% soustraits sur les salaires de tous les travailleurs actifs pour leur retraite. Il y a des dizaines de cas de corruption institutionnalisée : des entreprises de pêche qui paient à leurs sénateurs et députés des « pots de vin » pour qu'ils légifèrent en leur faveur, des pêcheries de saumons étrangères qui organisent des marches de « travailleurs » pour qu'ils défendent les privilèges des pêcheries etc…

Le plus paradoxal, peut-être, dans tout ce bourbier de corruption est qu'un ex-gendre de Pinochet – Julio César Ponce Lerou – qui, avec l'appui de son beau-père dictateur, s'est approprié la lucrative Société chimique du Chili, propriété de l'État (SQM), fait figure maintenant de mécène, financeur de partis et de politiciens de toutes couleurs, y compris de la Nouvelle Majorité qui gouverne et qui se fait appeler« la gauche ». Le ministère enquête pour comprendre comment Ponce Lerou a financé l'équipe qui a organisé le retour au pouvoir de Bachelet…

Piñera et sa rétro-excavatrice

L'imposition« d'en-haut » de la candidature de Sebastián Piñera Echenique, comme c'est déjà de mise dans le style *staliniste* propre à la droite politique et à ses représentants du secteur économique, a fait des victimes sur son chemin, car, entre autres raisons, elle a fermé la porte des élections primaires à d'autres présidentiables du secteur qui aspiraient à se mesurer à Piñera.

Pour les barons traditionnalistes de l'élite Rénovation nationale (RN) - Union démocratique indépendante (UDI), leur propre « légitimité démocratique » ne vaut pas un clou. Ils n'ont pas hésité à la violer pour préserver avant tout le legs de Pinochet qui les a sauvés des réformes sociales d'Allende (1970-1973). Même 44 ans après sa mort, ils considèrent Allende comme la version la plus sombre du « marxisme-castro-communisme » créole.

Le problème de fond est la peur que réveille chez cette droite réactionnaire et son soutien par l'entreprenariat, en réalité son soutien le plus solide, le langage quelque peu réformiste de certains jeunes chefs de file dans leurs propres rangs, qui pensent que le monde doit changer un peu…pour que tout reste pareil. Les puissantes organisations des chefs d'entreprises Corporation de la production et du commerce (CPC), Société de développement industriel (Sofofa), Société nationale d'agriculture (SNA), Société nationale des mines (Sonami), Conseil minier (grandes entreprises productrices de cuivre, d'argent, d'or et de molybdène), Chambre de commerce, et bien d'autres, trouvent abominables les réformes timides et trompeuses que lance Michelle Bachelet avec sa Nouvelle majorité, principalement en matière d'éducation et d'imposition.

La première action qu'annonce le milliardaire Piñera est de mettre en marche sa propre rétro-excavatrice pour « réformer » les réformes inachevées et balbutiantes de Bachelet …Avec un profil de droite dure radicalisée, bien différent de la marque de « centre droit » indépendante qui a vendu, en 2010, la version chilienne de Donald Trump, il est maintenant aussi menaçant qu'un enfant pilotant une rétro-excavatrice ou un « singe armé d'un couteau », comme on le dit sous les « tropiques », ces tropiques si méprisés par l'élite chilienne raciste, exception faite des paradis fiscaux pourtant situés sous ces mêmes latitudes de républiques bananières.

Les efforts de Bachelet pour obtenir la gratuité de l'éducation supérieure, et autres modestes réformes, rappellent pour toute cette gente réactionnaire et pinochétiste le lugubre passé des changements en faveur des travailleurs promus par Allende, encore stigmatisé et satanisé de nos jours par la droite, autant la dure que la molle. Bachelet a établi la gratuité des études pour quelque 214 000 étudiants que le gouvernement au pouvoir doit financer chaque année, grâce à un décret et non par un mécanisme budgétaire permanent, comme semblait le prévoir sa réforme de l'imposition.

Conséquent dans ses déclarations ambiguës, au plus fort des luttes estudiantines pour le droit à l'éducation gratuite pour tous, Sebastián Piñera, président à l'époque, a fait volte face dans son allocution quand, devant l'Assemblée générale de l'ONU, il a affirmé, « souriant à pleines dents » : « L'éducation est la mère de toutes les batailles ; les pays doivent lutter pour donner une éducation de qualité à tous leurs enfants. Dans les dernières semaines ce sont des milliers d'étudiants qui ont manifesté pour défendre une noble cause, celle de recevoir une éducation de qualité et être acteurs de leur propre destin ».

« Idéal » sincère et profond…

« L'éducation est un bien de consommation […] qui "suppose des investissements", a déclaré de façon claire et nette Piñera en juillet 2011, alors que dans la commune très peuplée de San Joaquín il inaugurait un nouveau local du Département universitaire ouvrier et paysan de l'Université catholique, DUOC-UC, créé en 1968, dans le feu de la réforme universitaire, cette maison d'études destinée à former à des « carrières professionnelles et techniques des étudiants des classes ouvrière et paysanne », ainsi que des diplômés et des spécialistes. Aujourd'hui c'est une initiative privée à but lucratif parmi d'autres.

Ainsi, comme Trump s'est proposé – sans succès pour le moment – de détruire le système de santé

l'*Obamacare* et de baisser les impôts sur les riches, le discours de Piñera 2.0, usant de la même pauvreté de langage que celle du multimilliardaire états-unien, annonce son propre agenda contre-réformiste : il compare ce qu'il y a de plus positif de l'action de Bachelet au tremblement de terre de 2010. Lui, tout comme ses adeptes, ont oublié la popularité à ras du plancher avec laquelle s'est achevé son gouvernement contestable (2010-2014).

Radio Sonar et *El Mostrador* ont noté que dans son discours de proclamation, Piñera a repris une phrase du film de *Batman* : « Nous savons que la nuit n'est jamais plus obscure que juste avant l'aube. Nous pouvons déjà entrevoir les premiers rayons du soleil » a-t-il déclaré. L'usage de cette ancienne expression est si ancien qu'il remonte à avant la Révolution française. Mais comme le personnage semble ne consacrer du temps qu'aux informations commerciales et financières, du style Bloomberg, on dit qu'il est plus probable qu'il se soit « inspiré » d'Harry Dent, l'un des méchants de la saga cinématographique *The Dark Knight*, de 2008, dans laquelle le juge de la Cité gothique fait allusion en termes similaires à la capture de Guason : « La nuit est plus obscure avant l'aube. Et je vous promets que l'aube pointe déjà ».

Des enquêtes douteuses prétendent maintenant faire croire que le pays serait enchanté que Piñera refasse le service pour que les maîtres du Chili continuent à engloutir les fonds de pension des travailleurs (grâce aux AFP), en sous-traitant des services à l'« industrie privée de la santé », à la charge des budgets en diminution de la santé publique, et pratique encore d'autres extorsions de l'État qui, au final siphonnent le porte-monnaie de « tous les Chiliens » et, en particulier de l'immense majorité des plus pauvres d'entre eux.

L'optique de Piñera

Piñera 2.0 est revenu à ses éternelles « piñerades » en prononçant le discours inaugural de sa campagne publié le dimanche 26 par *El Mercurio*, quotidien toujours prêt à appuyer ces causes, même si son propriétaire Agustín Edwards est plongé dans un coma artificiel depuis bientôt un mois, à son domicile, et non dans une clinique ou un hôpital. Il semblerait qu'il soit en train de mourir dans le plus grand secret.

Entre autres phrases super bien réfléchies, d'une stupidité anthologique, il a déclaré dans *El Mercurio* :« Je ne vais pas promettre le ciel et vous livrer l'enfer, comme le fait de façon évidente la gauche ». Mais le plus « édifiant » n'a pas été une promesse, sinon l'annonce de ce qu'il continuera à s'enrichir. « Si je vendais tout et répartissais l'argent sur la place publique, on continuerait à m'accuser ».

Et comme dans le vers du poème, « Les deux lanternes » de Ramón de Campoamor (1817-1901), il a déclaré à *El Mercurio* : « … dans ce monde trompeur il n'y a ni vérité ni mensonge : tout dépend de la couleur du verre à travers lequel on le regarde. » C'est pourquoi n'a rien d'étrange l'optique de ce champion des affaires douteuses qui est à nouveau adoubé comme candidat à la présidence.

Sebastián Piñera Echenique figure à la cinquième place parmi les 11 chiliens riches qui détiennent plus d'un milliard de dollars, selon la revue *Forbes* des États-Unis. [1]. L'étude estime sa fortune à 2 milliards 700 millions de dollars, au 20 mars 2017, plus du double du 1 milliard 200 millions qu'il affichait en 2007, avant d'être président, quand il figure pour la première fois sur la liste de Forbes, qui de nos jours comptabilise 2 043 individus dans le monde entier détenteurs de plus d'un milliard de dollars.

Piñera, critiqué pour le « concubinat » notoire de ses affaires avec sa vie politique, allègue que ceux qui l'accusent d'avoir utilisé l'information privilégiée qu'il obtenait depuis la présidence (2010-2014) pour ses placements, « ne savent pas ce qu'est travailler, ni ne veulent travailler ». Tandis que le Ministère public enquête sur ses opérations secrètes au Chili, émanant du Palais de la Moneda, a filtré l'information qu'il « travaillait », connecté « *on line* » aux indicateurs internationaux de Bloomberg Markets et autres organismes financiers du même type. Dans quel but ? Entre autre de choisir au mieux de ses intérêts où investir à l'extérieur et dans quels paradis fiscaux.

Comparaisons odieuses

Les avoirs de Piñera, 2 milliards 700 millions de dollars équivalent à cumuler intégralement, pendant 150 000 ans, un salaire de un million de pesos chiliens par mois (1 500 dollars mensuels, ou 18 000 dollars par an), estimé comme « bon » dans un pays où le salaire minimum mensuel s'élève à 400 dollars. Dans ce cas, pour « égaler » le travailleur Piñera, en épargnant la totalité des 400 dollars de salaire minimum, une vie un peu plus longue serait nécessaire : de 562 500 ans (soit 5 625 siècles) en cumulant des salaires de 4 800 dollars annuels… Il faudrait être plus vieux que l'espèce humaine…

Pour éloigner tout soupçon sur un enrichissement éventuel durant la présidence, Piñera a vendu ses actions de 8% dans la compagnie aérienne LAN au premier trimestre 2010 pour 425 millions de dollars, la chaîne de Télévision Chilevisión, et a confié ses autre affaires à une société fiduciaire « aveugle », qui est aujourd'hui soupçonnée d'avoir au moins ouvert un œil (fiduciaire « borgne »), car l'une des « habiletés » du travailleur, qui aspire à repiquer à la présidence, a été de ne pas inclure les investissements à l'étranger ni les placements dans des paradis fiscaux, arnaques des plus courantes que le modèle d'économie globale néolibérale rend aisées.

En dépit de ses 67 ans, Piñera n'a pas pris sa retraite, il « travaille » encore. Il se consacre à investir, c'est-à-dire que son « travail » consiste à transférer des capitaux vers n'importe quelle partie du monde pour acheter des actions dans des entreprises rentables qui offrent les meilleures possibilités de gains rapides et si possible non imposables. Aujourd'hui le capital est apatride et, en accord avec le dogme politique et économique en vigueur, rien n'est plus encensé par les Tyriens et les Troyens que le très saint « investissement à l'étranger », d'où qu'il vienne.

Par exemple, une enquête est en cours sur le fait que Piñera a acheté de façon très opportune des actions de la pêcherie péruvienne Exalmar, précisément quand il était président, car beaucoup de personnes mal intentionnées supposent que depuis la présidence il a eu accès à des informations privilégiées et anticipées sur le jugement de la Cour de La Haye qui a octroyé au Pérou 22 000 kms d'eaux territoriales du Chili, riches en ressources halieutiques.

Le port d'Arica est resté sans accès direct à la haute mer tandis que le Pérou a augmenté son domaine maritime vers le sud et a acquis des eaux territoriales riches en espèces de qualité qui ne se trouvent pas au nord, tout cela au bénéfice des compagnies de pêches péruviennes comme l'Entreprise Exalmar S.A., dans laquelle Piñera a acquis des actions, grâce à sa société Bancard, dans une opération qu'il n'a jamais révélée au pays. Pedro Pablo Kuczynski (PPK), l'actuel président du Pérou, était membre de la direction de cette pêcherie jusqu'en 2015, quand il a démissionné pour présenter sa candidature à la présidence. Cet investissement dans la pêche n'a pas été signalé par « la fiduciaire aveugle ». Piñera a affirmé que la dénonciation a été « crapuleuse », non pas en raison de l'achat d'actions mais parce qu'elle a fait éclater au grand jour sa négociation secrète.

En 2010 Forbes a déclaré ne pas connaître exactement la fortune de l'ex-président et ex-sénateur (1990-1998). Les rédacteurs Luisa Kroll et Kerry Dolan ont indiqué qu'ils communiquent une estimation conservatrice après avoir fait des recherches sur les investissements dont les sources sont publiques, et non les affaires secrètes.

Bref récapitulatif

Le sénateur Piñera s'était déjà fait remarquer en 1997 parce qu'il mêlait de façon obscène la politique et les affaires.

Cette fois-là il a utilisé sa fonction d'élu du peuple pour obtenir de meilleurs prix pour la vente de ses actions dans Chispas au préjudice d'autres actionnaires moins importants. La compagnie faisait partie du complexe électrique de l'État, inclus dans Endesa-Chile, qui a fini dans les mains de quelques employés qui ont tout vendu à Endesa-España, à leur bénéfice exclusif. Ces« chefs d'entreprises », sortis du néant, sont devenus des millionnaires en dollars et, par voie de conséquence, des « personnages politiques »

dans le style de Piñera.

« Je négocie avec celui qui m'offre les meilleures conditions. Mais la grande différence c'est que je le fais en patron et sans représenter qui que ce soit », a expliqué alors Piñera pour se démarquer des employés-devenus patrons, à la tête desquels se trouvait José Yuraszeck, et qui se sont emparés de Endesa-Chile et de ses filiales (*La Segunda*, 19-11-1997).

En 1992, on révéla que Piñera avait soudoyé un journaliste de Megavision, grâce à un intermédiaire du monde de l'entreprise, pour qu'il pose différentes questions à Evelyn Matthei, à l'époque camarade de parti à RN, en même temps que rivale pour ses aspirations présidentielles. La diffusion de la conversation, fournie par l'armée au propriétaire de la chaîne, Ricardo Claro, a violé l'intimité de Piñera, et fait de lui la victime d'espionnage, mais en même temps ce qu'il disait révélait sa profonde turpitude. Matthei a rejoint l'UDI. L'épisode a été baptisé le Piñeragate [2]

Un fait remarquable, dans le style « sur le fil du rasoir », du transgresseur habituel de l'éthique entrepreneuriale, s'est produit quand Piñera a carrément enfreint la loi. Le 28 août 1982, le juge Luis Correa Bulo ordonna l'arrestation de Piñera pour fraude à l'encontre de la Banque de Talca. L'ordre d'arrestation spécifiait que Piñera avait violé la Loi générale du système bancaire et était également complice d'escroquerie à l'encontre d'actionnaires minoritaires. Il a joué au fugitif car il s'est caché pendant deux semaines. Il est passé à la « clandestinité » tandis que ses avocats présentaient un recours de protection qui garantirait sa liberté. Après ces chicaneries judiciaires, l'homme d'affaire s'est présenté devant les tribunaux et s'en est sorti en payant.

Croissance fortunière

Forbes le classe aujourd'hui comme le riche n° 688 du monde. Les études des 11 dernières années révèlent des données (en millions de dollars) qui montrent comment sa fortune a doublé passant d'1 milliard 200 millions de dollars en 2010 à 2 milliards 400 millions en 2014, ce qui coïncide bizarrement avec les 4 années de son exercice présidentiel (2010-2014).

2017	2 milliards 700 millions de dollars
2016	2 milliards 500 millions
2015	2 milliards 500 millions
2014	2 milliards 400 millions
2013	2 milliards 500 millions
2012	2 milliards 400 millions
2011	2 milliards 400 millions
2010	2 milliards 200 millions
2009	1 milliard
2008	1 milliard 300 millions
2007	1 milliard 200 millions

En dépit de ces nombreuses « misérables crapuleries », il semblerait effectivement que Piñera sache vraiment « travailler »… La question est de savoir s'il pourra juguler pacifiquement l'aspiration aux changements qui anime la grande majorité des personnes qui ont tout perdu durant la dictature civico-militaire de ses alliés politiques actuels et également au cours des 27 années de l'administration de l'héritage néolibéral pinochétiste géré par la pseudo « gauche » de la Concertation devenue Nouvelle majorité.

Ernesto Carmona est un journaliste et écrivain chilien. Il est notamment l'auteur de *Los dueños de Chile* [« Les Maîtres du Chili »] et *Yo Piñera* [« Moi Piñera »].

Traduction française de **Françoise Couëdel**.

Texte original :
https://mapochopress.wordpress.com/2017/03/29/pinera-mesias-chilensis/

Notes

[1] Rapport Forbes 2007-2017 et Forbes 2017 https://www.forbes.com/billionaires/list/#version:static_country:Chile.

[2] https://www.youtube.com/watch?v=8W_ZhpQAx_w.